

LOGIQUES SOCIALES DE L'IMPLICATION DES FEMMES DANS LES ENTERREMENTS DIGNES ET SÉCURISÉS À KPO-KAHANKRO (COMMUNE DE BOUAKÉ)

M'bra Kouakou Dieu-donné KOUADIO

Université Alassane OUATTARA, Bouaké

ORCID iD :0009-0003-9061-0557

dieu-donne.mbra@uao.edu.ci

&

Debegnoun Marcelline SORO

Université Alassane OUATTARA, Bouaké

ORCID iD :0000-0001-5408-624X

marcellinesoro@gmail.com

&

Phérelah Bourgeoise Paule Carnelle MOLLO

Université Alassane OUATTARA, Bouaké

ORCID iD :0009-0005-6849-1103

pherelahmollo547@gmail.com

Résumé : La présente contribution analyse les logiques sociales de l'implication des femmes dans les Enterrements Dignes et Sécurisés (EDS) consécutive à la crise sanitaire de Kpo-Kahankro, dans la commune de Bouaké (centre-nord de la Côte d'Ivoire). Cette crise, marquée par le décès de dix-huit (18) enfants, a bouleversé les pratiques funéraires traditionnellement régies par des normes restrictives. Pour comprendre ces dynamiques, une approche qualitative a été adoptée, mobilisant la recherche documentaire et des entretiens semi-directifs auprès de vingt-six (26) participants sélectionnés selon la technique du choix raisonné. L'échantillon comprend des leaders communautaires, des guides religieux, des femmes, des hommes, des jeunes gens du village et des socio-anthropologues impliqués dans les négociations relatives aux EDS. Les résultats révèlent que la mise en œuvre des Enterrements Dignes et Sécurisés (EDS) a favorisé des mutations dans certains rituels funéraires ainsi que dans la place accordée aux femmes autour des inhumations à Kpo-Kahankro. De fait, les femmes ont été associées à plusieurs activités qui leur étaient habituellement moins accessibles. Toutefois, ces changements sont circonscrits à l'environnement de la crise sanitaire.

Mots-clés : Implication Féminine, Crise sanitaire, Enterrements Dignes et Sécurisés, Pratiques funéraires, Kpo-Kahankro.

SOCIAL LOGICS OF WOMEN'S INVOLVEMENT IN DIGNIFIED AND SAFE FUNERALS IN KPO-KAHANKRO (BOUAKE COMMUNE)

Abstract: This contribution looks at the social reasons behind women's involvement in Safe and Dignified Burials (SDB) following the health crisis in Kpo-Kahankro, in the Bouaké municipality (central-northern Ivory Coast). The crisis, marked by the deaths of eighteen (18) children, disrupted traditional funeral practices usually governed by restrictive norms.

To understand these dynamics, a qualitative approach was used, drawing on documentary research and semi-structured interviews with twenty-six (26) participants chosen through a purposive sampling technique. The sample includes community leaders, religious guides, women, men, young people from the village, and socio-anthropologists involved in the negotiations related to SDBs. The results show that the implementation of Dignified and Safe Burials (DSB) led to changes in certain funeral rituals as well as in the role of women around burials in Kpo-Kahankro. In fact, women were involved in several activities that were usually less accessible to them. However, these changes are limited to the context of the health crisis.

Keywords: Women's Involvement, Health Crisis, Dignified and Safe Burials, Funeral Practices, Kpo-Kahankro

Introduction

Les épidémies constituent un problème de santé publique mondial avec des conséquences multiformes. Qiao et al. (2025:1) ont étudié 3.013 épidémies identifiées par l'OMS entre 1996 et 2023. Ces travaux ont révélé l'ampleur de ce problème de santé, notamment au niveau des maladies vectorielles et zoonotiques. Ces épidémies sont, en partie, favorisées par l'organisation de certains rituels funéraires. Cet impact des rites funéraires sur la propagation des épidémies a fait l'objet de diverses contributions scientifiques. Ainsi, les travaux de Nielsen et al. (2015:20) ont établi un lien entre des pratiques funéraires (manipulation du corps pour le lavage ou pour d'autres contacts) et la transmission du virus Ebola lors de l'épidémie de 2014.

Quant à Kra, Akindès et Egrot (2022:1), ils ont montré que les rites funéraires, surtout les contre-rites, sont perçus comme un enjeu central de santé publique, notamment dans les contextes pandémiques d'Ebola et de COVID-19 en Afrique. Ils constituent, en effet, des réponses sociales aux situations épidémiques et pandémiques. En ce qui les concerne, Adu et al. (2023:310-312) se sont intéressés à l'impact psychologique et social des restrictions sanitaires liées à la COVID-19 sur les rites funéraires.

Pour leur part, Stephens et al. (2026:3-7) ont identifié les comportements à risque au cours des funérailles. Les auteurs ont également souligné l'importance du contexte religieux et culturel dans la transmission de la maladie à virus Ebola. Ce lien entre des pratiques funéraires, notamment le contact avec le corps du défunt et la transmission de maladies infectieuses avait été à l'origine de la mise en place des Enterrements Dignes et Sécurisés (EDS) par l'Organisation Mondiale de la Santé (World Health Organization, 2017:1). Cette initiative vise à répondre aux exigences sanitaires en tenant compte des pratiques culturelles locales. La désinfection des corps, le port d'équipements de protection individuelle, l'utilisation de cercueils sécurisés et l'inhumation dans le respect des règles sanitaires sont les principaux éléments constitutifs du protocole d'EDS. Toutefois, la mise en œuvre de ces mesures rencontre des résistances, notamment parce qu'elles limitent certaines pratiques funéraires traditionnelles comme la manipulation et le lavage des corps (Lipton, 2017, 803).

Au regard de ces tensions, la participation communautaire se présente comme l'approche la mieux adaptée à la mise en œuvre des EDS. Cette implication des communautés, en particulier des femmes, dans la mise en œuvre des EDS a, en effet, contribué à accroître l'acceptabilité des

impératifs biomédicaux durant les crises sanitaires (International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, 2020:15 ; Richards, 2016 ; Anoko et Henry, 2020:3).

À Kpo-Kahankro, village situé à 7km de la ville de Bouaké, sur l'axe Bouaké-Djebonoua (centre-nord de la Côte d'Ivoire), est survenue une crise sanitaire ayant causé le décès de 18 enfants, de décembre 2022 à février 2023. Les membres de la communauté se sont donc mobilisés pour faire face aux exigences liées aux enterrements. Les femmes ont également pris part à cette organisation alors qu'elles interviennent faiblement dans les prises de certaines décisions concernant les rites funéraires. Cette crise sanitaire a donc constitué un cadre favorable à une participation plus active des femmes aux activités et aux décisions relatives aux inhumations.

En quoi cette gestion a-t-elle effectivement consisté ? Telle est la question principale à laquelle répond cet article. De celle-ci, découlent les questions secondaires suivantes : quelles sont les responsabilités des femmes dans les enterrements « ordinaires » à Kpo-Kahankro ? Comment l'implication des femmes de Kpo-Kahankro dans les inhumations a-t-elle été reconfigurée à la faveur des Enterrements Dignes et Sécurisés ? Conformément à la logique de ces questions, les hypothèses opérationnelles suivantes ont été formulées : les responsabilités des femmes dans les enterrements ordinaires à Kpo-Kahankro sont déterminées par les normes culturelles fondées sur les rapports de genre ; la reconfiguration de l'implication des femmes dans les Enterrements Dignes et Sécurisés à Kpo-Kahankro s'explique par leurs fonctions de soins associées à la maternité. L'objectif principal de cette étude est de comprendre les logiques qui sous-tendent l'implication des femmes dans les Enterrements Dignes et Sécurisés à Kpo-Kahankro. De manière spécifique, l'étude a consisté à : (i) comprendre les responsabilités des femmes dans les enterrements ordinaires à Kpo-Kahankro ; (ii) analyser les logiques sociales de la reconfiguration de l'implication des femmes dans les Enterrements Dignes et Sécurisés à Kpo-Kahankro.

1.Méthodologie

L'étude a été réalisée à Kpo-Kahankro, village situé à 7 km de Bouaké, dans la Région de Gbêkê (centre-nord de la Côte d'Ivoire). Ce village a été retenu en raison de la crise sanitaire survenue de décembre 2022 à février 2023, qui a conduit à la mise en œuvre des Enterrements Dignes et Sécurisés (EDS). L'approche qualitative a été adoptée par cette étude. Pour ce faire, elle s'inscrit dans la tradition ethnographique caractérisée par la description, la compréhension et l'interprétation des comportements d'un groupe social et culturel particulier. Les données ont été recueillies à partir de la recherche documentaire et d'entretiens individuels semi-directifs. La recherche documentaire a porté sur des ouvrages scientifiques, des articles et des documents administratifs en lien avec les EDS, les crises sanitaires et les pratiques funéraires en Afrique. Les entretiens réalisés à l'aide de guides d'entretiens ont permis de recueillir les discours, les points de vue des différents acteurs impliqués. Les participants ont été sélectionnés selon la technique de l'échantillonnage par choix raisonné (N'Da, 2015:214-215), qui consiste à retenir les personnes les plus aptes à fournir des informations pertinentes au regard de l'objet d'étude. L'échantillon comprend vingt-six (26) enquêtés, dont quatre (4) leaders communautaires, trois (3) guides religieux, deux (2) socio-anthropologues, cinq (5) femmes, trois (3) hommes et six (6) jeunes gens. Ces différentes catégories d'acteurs étaient impliquées dans la gestion de la crise

sanitaire et dans les Enterrements Dignes et Sécurisés. Quant aux socio-anthropologues, ils étaient également chargés des négociations communautaires et institutionnelles. Les dispositions éthiques ont été scrupuleusement respectées. Ainsi, le consentement des participants était un préalable à chaque entretien. Les échanges avec les participants ont été enregistrés avec leur autorisation, puis retranscrits intégralement. Les noms et les informations permettant de les identifier ont ensuite été modifiés afin de respecter la confidentialité. Enfin, les données recueillies ont été analysées à partir de l'analyse thématique de contenu. L'analyse des données a reposé sur deux supports théoriques : le culturalisme de Benedict (1934:9) et la théorie de l'habitus de Bourdieu (1972:72). Le culturalisme part de l'idée que les comportements et les pratiques sociales sont liés aux valeurs, aux croyances et aux normes de chaque société. Il nous aide ainsi à comprendre la manière dont la communauté de Kpo-Kahankro perçoit la mort, les pratiques liées aux funérailles et la place qui est habituellement accordée aux femmes. La théorie de l'habitus met, quant à elle, en évidence les dispositions durables acquises au cours du processus de socialisation qui orientent les pratiques des individus. Elle permet de comprendre comment les femmes, à partir des dispositions sociales incorporées et des responsabilités qui leur sont socialement reconnues, ont participé aux négociations et à la mise en œuvre des Enterrements Dignes et Sécurisés.

2. Résultats

2.1. Responsabilités des femmes dans les enterrements ordinaires à Kpo-Kahankro

À Kpo-Kahankro, la vie sociale est marquée par une division sexuelle du travail. De ce fait, en tant que chefs de famille, les hommes exercent principalement le pouvoir de décision, notamment en matière de contrôle des ressources économiques du ménage (terres agricoles, plantations, argent, etc.). Au cours des funérailles, ils planifient les activités, assurent les rites traditionnels et veillent au respect des règles par la communauté. En ce qui les concerne, les femmes s'occupent principalement des tâches domestiques, à l'instar de la préparation des repas, du nettoyage et de l'aménagement des lieux de cérémonie. Bien que leur présence soit essentielle pour la réussite de l'événement, la participation des femmes varie selon le statut du défunt (homme, femme, enfant, etc.). Les traditions et les règles sociales de Kpo-Kahankro limitent l'accès des femmes aux prises de décisions ainsi qu'à certains rites sacrés. Lorsqu'un homme adulte décède, la participation des femmes aux principales étapes du rituel est fortement limitée. L'organisation de l'inhumation, la conduite des rites et la prise en charge du corps sont assurées par les hommes. Un enquêté résume cette pratique en déclarant : « Chez nous ici, les histoires d'enterrement là, vraiment les femmes ne participent pas. Le lieu où on enterre, c'est les garçons. » (E3, Homme du village). Les femmes ne sont cependant pas absentes des funérailles des hommes. Leur participation se situe davantage autour de la cérémonie que dans son noyau rituel. Lorsque la personne décédée est une femme, la participation féminine est plus importante. Les femmes de la famille et du voisinage se mobilisent autour de la défunte. Elles participent à la toilette mortuaire, à l'habillement, à l'accompagnement de la famille et à certaines étapes de l'inhumation. « Si c'est une femme qui meurt, là les femmes sont dedans. Elles sont même appelées pour habiller, pour pleurer, elles s'occupent de tout ça. » (E4, Homme du village).

Le cas des *fèwa* permet d'observer une autre dimension de cette différenciation. Le terme *fèwa* désigne les trois premiers décès survenus au sein d'une même fratrie. Ces décès font l'objet de prescriptions particulières qui déterminent les personnes pouvant accéder au corps et participer aux rites. Dans ce contexte, la participation des femmes ne dépend pas uniquement du sexe du défunt. Elle est également liée à l'expérience antérieure du deuil. Les hommes peuvent participer aux funérailles des *fèwa* sans que l'expérience préalable de la perte d'un enfant constitue une condition particulière. Pour les femmes, en revanche, une distinction est opérée entre celles dont l'un des enfants est décédé dans une situation similaire et celles qui n'ont jamais connu ce type de deuil. Les femmes n'ayant pas encore vécu cette expérience doivent rester à distance du corps : elles ne doivent ni le manipuler, ni pratiquer les rites, ni voir le corps. Un informateur explique : « Les *fèwa*-là, toi tu n'es pas dedans, tu ne peux pas toucher l'enfant. Tu ne dois même pas participer aux funérailles du *fèwa* ». (E2, Homme, Notable) Cette restriction ne signifie donc pas que toutes les femmes sont systématiquement exclues des funérailles des *fèwa*. L'expérience antérieure de la perte d'un enfant constitue plutôt un critère de distinction entre elles. Une femme ayant déjà vécu ce type de deuil est habilitée à participer à certaines pratiques funéraires, contrairement à une femme qui n'a jamais connu une telle situation. L'expérience du deuil devient ainsi une condition particulière d'accès aux pratiques rituelles liées aux *fèwa*.

Les femmes interrogées décrivent cette règle comme une pratique connue et transmise au sein de la communauté : « Une femme ne peut pas aller où on enterre le *fèwa*. C'est comme ça. Même quand tu veux forcer, les gens n'acceptent pas. Ce n'est pas notre affaire. » (E7, Femme de la communauté) ; « Si tu n'as pas encore enterré ton propre enfant, tu ne peux pas t'approcher. C'est dangereux. Ça peut porter malheur ». (E8, Jeune fille du village) Ces propos indiquent que les prescriptions associées aux *fèwa* sont connues et respectées par les membres de la communauté, y compris par les femmes concernées. Ces règles encadrent ainsi la participation des femmes aux enterrements ordinaires. L'introduction des Enterrements Dignes et Sécurisés dans le contexte de la crise sanitaire a toutefois modifié temporairement cette participation.

2.2. Reconfiguration de l'implication des femmes dans les Enterrements Dignes et Sécurisés à Kpo-Kahankro

La mise en place des Enterrements Dignes et Sécurisés (EDS) pendant la crise sanitaire a favorisé des mutations, notamment au niveau de certaines pratiques funéraires habituelles à Kpo-Kahankro. Avant cette période, la gestion des corps était surtout prise en charge par les familles selon les pratiques et les règles coutumières. Avec les EDS, cette gestion a été confiée aux agents de santé ainsi qu'à des volontaires désignés par la communauté. Cette intervention a nécessité l'adaptation de certaines pratiques et temporairement modifié les règles qui encadraient traditionnellement la participation des femmes, notamment dans les funérailles des *fèwa*. Les femmes ont participé aux différentes négociations pour les Enterrements Dignes et Sécurisés. Elles ont été sollicitées pour fournir les vêtements des défunts. Un homme rapporte : « Oui, ça là c'est leurs enfants, donc on est obligé de leur demander de donner quelque chose pour les habiller avec ». (E1, Chef de village de Kpo-Kahankro) Cette intervention a permis aux femmes de participer à une étape concrète de la préparation des corps alors que, dans les

pratiques ordinaires liées aux *fèwa*, leur accès à certaines étapes du rituel était fortement restreint. Dans ce nouveau contexte, les mères ont également été sollicitées pour voir une dernière fois leur enfant avant l'inhumation. En effet, les cercueils avaient été scellés à la morgue du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Bouaké pour éviter d'éventuelles manipulations des corps par les membres de la communauté. Toutefois, au cours des négociations communautaires, l'idée d'une baie vitrée sur les cercueils avait été retenue afin de permettre aux parents de voir les défunts. Le jour de l'inhumation, ce sont effectivement les femmes qui ont été appelées publiquement, en tant que représentants des familles : « C'est la maman parce que la maman doit voir que oui, c'est son enfant qui est là ». (E2, Notable de Kpo-Kahankro)

Il s'agit d'une modification importante relativement aux pratiques ordinaires, dans lesquelles les femmes, qui n'avaient pas encore connu d'enfant *fèwa*, ne devaient ni voir ni toucher le corps. Ces changements dans la gestion des rites funéraires méritent cependant d'être analysés avec précaution. De fait, les nouvelles formes de participation des femmes n'ont pas été intégrées de manière durable aux règles coutumières à Kpo-Kahankro. Leur prise en compte est directement liée au caractère exceptionnel de la situation et à l'intervention des autorités compétentes : « C'est parce que c'était une affaire de l'État, sinon d'habitude, on ne garde pas les enfants comme ça, on ne les met pas dans des cercueils ». (E2, notable du village de Kpo-Kahankro) De même, voir les cercueils des *fèwa* est une situation inhabituelle pour les femmes : « D'habitude, la femme ne voit même pas le cercueil. Mais cette fois, c'est elles qu'on a appelées pour voir ». (E1, Chef du village de Kpo-Kahankro).

Les données révèlent donc une transformation qui ne correspond ni à une disparition des normes traditionnelles ni à une reconnaissance définitive de nouveaux droits pour les femmes. Il s'agit plutôt d'un déplacement temporaire des frontières de leur participation. Dans le contexte des EDS, certaines femmes ont pu accéder à des espaces, à des pratiques et à des échanges qui leur étaient auparavant difficilement accessibles dans les enterrements ordinaires. Leur rôle maternel a été davantage pris en compte dans la mise en œuvre des EDS. Leur présence autour des corps a été rendue possible. Elles ont même été désignées comme représentantes des familles de victimes au cours des missions de négociations communautaires relatives aux modalités d'inhumation. Ainsi, les Enterrements Dignes et Sécurisés ont reconfiguré, dans une certaine mesure, l'implication des femmes à Kpo-Kahankro dans les inhumations. Cette reconfiguration repose sur la coexistence de changements et de continuités.

3. Discussion

L'objectif de cette étude était de comprendre les logiques qui sous-tendent l'implication des femmes dans les Enterrements Dignes et Sécurisés à Kpo-Kahankro. Les résultats montrent que cette implication varie selon les contextes funéraires.

3.1 Les responsabilités des femmes dans les inhumations « ordinaires »

Les résultats de la présente étude révèlent que les rôles attribués aux femmes dans les enterrements ordinaires à Kpo-Kahankro sont influencés par les normes sociales. Ces normes sont régulatrices des rapports entre les hommes et les femmes. De ce point de vue, les hommes exercent principalement les fonctions d'autorité, de décision et de conduite des rites. Quant aux femmes, elles sont davantage engagées dans la préparation matérielle, l'accompagnement de la

famille et certaines activités liées aux soins du défunt. Ces résultats rejoignent ceux de Eyiha (2012:35). Cet auteur montre, à partir de plusieurs groupes culturels du Ghana, que les pratiques funéraires sont liées aux représentations sociales du genre. Dans cette perspective, les rites funéraires ne constituent pas uniquement des pratiques destinées à accompagner le mort : ils participent aussi à la définition des rôles masculins et féminins. Les travaux plus récents de Adjei et al. (2024:478.) s'inscrivent dans cette même perspective. En effet, chez les Akan du Ghana, les pratiques de deuil et les funérailles constituent des espaces dans lesquels les rapports entre masculinité et féminité sont reproduits. Ainsi, la situation observée à Kpo-Kahankro s'inscrit dans une réalité plus large où les funérailles reproduisent les rapports sociaux de genre présents dans la vie quotidienne.

Cependant, les résultats de la présente étude sont à nuancer relativement à cette lecture générale. Toutes les femmes ne sont pas totalement exclues des funérailles. Leur participation varie selon le sexe du défunt et, dans le cas des *fèwa*, selon leur expérience antérieure du deuil. Cette situation montre que les règles funéraires sont dynamiques. Elles établissent plutôt différents niveaux d'accès aux rites. Cette observation est similaire à celle menée par Degorce (2014) sur les funérailles mossi au Burkina Faso. Elle montre que, même lorsque les hommes contrôlent les principaux rites, les jeunes femmes peuvent occuper des fonctions rituelles particulières et parfois importantes. La différence avec l'étude menée Kpo-Kahankro réside dans les considérations sexospécifiques ainsi qu'à la manière dont chaque société organise cette division. Dans les deux cas, les femmes ne sont pas absentes des funérailles ; leur participation est socialement définie et dépend des règles propres à chaque communauté. Cette organisation peut être éclairée par l'approche culturaliste de Benedict (1934:21-44). Pour cette auteure, les comportements ne peuvent pas être compris indépendamment des modèles culturels propres à chaque société. Une même situation, comme la mort, peut ainsi donner lieu à des pratiques différentes selon les valeurs et les normes du groupe. À Kpo-Kahankro, l'interdiction faite à certaines femmes de s'approcher du corps d'un *fèwa* ne peut donc pas être interprétée simplement comme une exclusion individuelle. Elle prend son sens dans un système culturel qui définit ce qui est permis ou interdit à chacun dans le processus funéraire. L'observation de ces règles par les femmes elles-mêmes montre que ces normes sont connues, transmises et intégrées dans les comportements quotidiens.

La théorie de l'habitus de Bourdieu (1972) permet d'approfondir l'analyse. L'habitus désigne des dispositions acquises au cours de la socialisation qui orientent les manières de penser et d'agir. Bourdieu montre ainsi que certaines pratiques peuvent être reproduites sans qu'elles soient constamment imposées par une autorité extérieure. Cette perspective permet de comprendre les raisons pour lesquelles les femmes de Kpo-Kahankro respectent elles-mêmes certaines limites dans les funérailles des *fèwa*. Leur éloignement du corps n'est pas seulement le résultat d'une interdiction formulée par les hommes.

3.2 Reconfiguration de l'implication des femmes dans les Enterrements Dignes et Sécurisés (EDS)

Les résultats de la présente étude indiquent que la crise sanitaire a temporairement modifié les règles habituelles en matière d'inhumation. Des mères ont été les représentantes des familles de victimes. À ce titre, elles ont agi en tant que représentantes des victimes lors des

négociations communautaires. Elles ont été sollicitées pour fournir les vêtements des enfants décédés et reconnaître leur enfant lors de l'inhumation. Elles ont également pu accéder à des espaces dont elles étaient habituellement éloignées. Cette évolution rejoint les recommandations de l'OMS sur les EDS. Dans ce protocole élaboré en 2014, l'Organisation mondiale de la Santé ne réduit pas l'enterrement sécurisé à la protection sanitaire : elle recommande également l'implication de la famille et des responsables religieux dans la préparation et le déroulement de l'inhumation. Le protocole comprend douze étapes et prévoit notamment la préparation de l'enterrement avec la famille, l'accord d'un représentant familial et la possibilité d'associer les responsables religieux (World Health Organization, 2017). Cette orientation de l'OMS permet de comprendre les mutations observées à Kpo-Kahankro en matière d'inhumation. Mais, elle ne suffit pas à expliquer toutes les formes de participation des femmes. En effet, l'OMS évoque la participation de la famille sans nécessairement distinguer les rôles selon le sexe. À Kpo-Kahankro, cette participation s'est manifestée par une mobilisation des mères en tant que parentes des enfants décédés. La crise sanitaire a donc favorisé l'émergence de nouveaux rôles des femmes dans la gestion des inhumations. Les travaux de Fairhead (2016:7) permettent à cet effet de comprendre cette mutation. À partir de l'expérience de la Guinée pendant l'épidémie d'Ebola, l'auteur montre que l'intervention sanitaire a fortement perturbé les arrangements existants entre les pratiques funéraires locales et la médecine hospitalière. Il souligne néanmoins que les difficultés ne provenaient pas uniquement d'un conflit entre « culture » et médecine moderne. Elles étaient également liées aux rapports politiques, aux relations de pouvoir et à la manière dont les populations percevaient les acteurs extérieurs. Ces résultats sont similaires à ceux de la présente étude sur un point essentiel : la crise sanitaire ne s'est pas limitée à l'instauration de nouvelles règles sanitaires. Elle a également modifié temporairement les relations entre les acteurs locaux et les institutions chargées des funérailles.

Toutefois, la situation de Kpo-Kahankro se distingue de certains cas observés pendant l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. En Guinée, Fairhead (2016:7-13) rapporte des situations dans lesquelles le contrôle exercé sur les corps par les équipes sanitaires a provoqué de fortes résistances, au regard du non-respect des pratiques funéraires essentielles par les familles. En Sierra Leone, Lipton (2017:804) montre également que les enterrements imposés par les équipes officielles ont été vécus comme une confrontation entre les pratiques locales et de nouvelles procédures biomédicales et administratives. Dans l'étude menée à Kpo-Kahankro, les populations ont plutôt accepté les dispositions relatives aux Enterrements Dignes et Sécurisés. Les données révèlent principalement une adaptation des pratiques et une acceptation temporaire de l'intervention institutionnelle. Cette différence s'explique par le contexte particulier de la crise, par les modalités locales de négociation et par la possibilité dont disposent les familles, notamment les mères, de participer à certaines étapes de l'inhumation.

La comparaison avec les travaux menés en Sierra Leone montre que la prise en compte des familles contribue à rendre les mesures sanitaires plus acceptables. L'organisation des équipes funéraires a évolué, notamment avec une meilleure adaptation aux pratiques religieuses et sociales. Cette évolution est en lien avec la recommandation-clé contenue dans le protocole de l'EDS : protéger les populations en prenant en compte la dimension sociale et symbolique des funérailles. La participation des femmes à Kpo-Kahankro doit cependant être considérée comme une reconfiguration temporaire plutôt que comme une transformation définitive de leur

statut. Sur ce point, les résultats sont conformes à l'analyse de Bourdieu (1972:175-178) selon laquelle les changements dans les pratiques ne conduisent pas automatiquement à la disparition des structures sociales antérieures. Les femmes ont accédé à des espaces de parole et participé à certaines étapes des funérailles. Cependant, les fonctions principales de décision et de contrôle rituel sont restées largement masculines. Les nouvelles pratiques n'ont donc pas supprimé les rapports sociaux existants ; elles les ont momentanément réaménagés. Cette situation est similaire aux résultats obtenus par Jonhson (2013:93-117) en Guinée-Bissau. Cet auteur indique que les pratiques funéraires mandingues sont traversées par des discussions et des contradictions entre hommes et femmes autour de la manière correcte de respecter les coutumes et les prescriptions religieuses. Les funérailles apparaissent ainsi comme un espace où les normes peuvent être maintenues, discutées ou réinterprétées. À Kpo-Kahankro, la crise sanitaire a effectivement créé une situation dans laquelle certaines normes ont dû être réinterprétées pour répondre à une situation exceptionnelle.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif de comprendre les logiques sociales de l'implication des femmes dans les Enterrements Dignes et Sécurisés à Kpo-Kahankro, dans un contexte de crise sanitaire. Les résultats révèlent que les pratiques funéraires sont révélatrices de la division sexuelle du travail, notamment en ce qui concerne les responsabilités confiées aux hommes et aux femmes. Lors des funérailles ordinaires, les femmes interviennent dans l'accompagnement de la famille et la participation aux différentes tâches liées à l'organisation. Les hommes, au contraire, détiennent principalement le pouvoir décisionnel. Cet état de fait est lié aux règles et aux habitudes sociales. Mais, ces dispositions culturelles sexospécifiques en lien avec les enterrements, ont subi des mutations à la faveur de la crise sanitaire survenue de décembre 2022 à février 2023. Cette crise sanitaire a requis la mise en œuvre des Enterrements Dignes et Sécurisés (EDS). Ainsi, les femmes ont été associées à plusieurs activités. Toutefois, cette participation ne constitue nécessairement pas un changement radical des normes sociales. Elle est plutôt une reconfiguration des rôles dans un contexte sanitaire et institutionnel d'urgence. En définitive, l'étude montre que l'implication des femmes dans les Enterrements Dignes et Sécurisés à Kpo-Kahankro résulte de la rencontre entre les pratiques sociales existantes et les nouvelles exigences liées à la crise sanitaire. En dépit du maintien d'une répartition traditionnelle des rôles, les EDS ont permis aux femmes d'occuper des fonctions importantes dans l'organisation des Enterrements Dignes et Sécurisés. Cette étude ouvre des perspectives de recherche sur la question de l'évolution des rôles des femmes et des relations entre les acteurs communautaires et les institutions sanitaires.

Références bibliographiques

- Adjei, S. B., Adinkrah, M., & Mpiani, A. (2024). Gendered Mourning: A Perspective of Akan Death Culture in Ghana, *Death Studies*, 48(5), 478-488. <https://doi.org/10.1080/07481187.2023.2236983>.
- Adu, A. A., Bunga, B. N., Liem, A., & Kiling, I. Y. (2023). Death, Funeral Rituals, and Stigma: Perspectives from Mortuary Workers and Bereaved Families, *Pastoral Psychology*, 72(2), 305-316. [[pmc.ncbi.nlm.nih.gov](https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/)]

- Anoko, J., & Henry, D. (2020). Balancing Burial Rituals with Public Health Demands During the 2014 Guinean Ebola Epidemic, *Social Science in Humanitarian Action Platform (SSHAP)*, Case Study, Issue 8, April 2020, 1-4.
- Benedict, R. (1934). Patterns of culture. Boston, MA: Houghton Mifflin Company.
- Bourdieu, P. (1972). Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie kabyle. Droz.
- Degorce, A. (2014). Chants funéraires des Mossi (Burkina Faso). Karthala, Paris, 378 p.
- Eyifa, G. A. M. (2012). Gender representations in death and burial rituals: Perspectives from some cultural groups in Ghana. *West African Journal of Archaeology*, 40(1-2), 35-48.
- Fairhead, J. (2016). Understanding social resistance to the Ebola response in the Forest Region of the Republic of Guinea: An anthropological perspective. *African Studies Review*, 59(3), 7-31.
- International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies. (2020). Safe and dignified burial: An implementation guide for field managers. IFRC, 4p.
- Johnson, M. C. (2009). Death and the left hand: Islam, gender, and “proper” Mandinga funerary custom in Guinea-Bissau and Portugal. *African Studies Review*, 52(2), 93-118.
- Kra F., Akindès F. et Egrot M. (2022). Rites funéraires, fenêtres d'opportunité et politiques de co-construction des réponses sociales aux épidémies. *Frontières*, 33(2), 1-22
- Lipton, J. (2017). “Black” and “White” death: Burials in a time of Ebola in Freetown, Sierra Leone. *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 23(4), 801-819.
- Qiao L, Liu, M., Liang, W., Li, X., Jing, W., Chen, Z., & Liu, J. (2025). Global distribution and health impact of infectious disease outbreaks, 1996–2023: A worldwide retrospective analysis of World Health Organization emergency event reports. *Journal of Global Health*, 15, Article 04151, 1-12.
- N'Da, P. (2015). Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines : Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article. Paris, L'Harmattan.
- Nielsen, C. F., Kidd, S., Sillah, A. R. M., Davis, E., Mermin, J., & Kilmarx, P. H. (2015). Improving burial practices and cemetery management during an Ebola virus disease epidemic, Sierra Leone, 2014. *Morbidity and Mortality Weekly Report*, 64(1), 20-27.
- Richards, P. (2016). Ebola: How a people's science helped end an epidemic. Zed Books, London, 194 p.
- Stephens, M. T., Tangmunkongvorakul, A., Kosashunhanan, N., Fallah, M., Gilayeneh, J. S. M., Kie, T., & Srithanaviboonchai, K. (2026). Risk behaviour associated with contracting the Ebola virus at funerals: A study of Liberians attending the funerals of individuals deceased from Ebola. *Frontiers in Public Health*, 14, 1-9, Article 1735066. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2026.1735066>
- World Health Organization. (2017). How to conduct safe and dignified burial of a patient who has died from suspected or confirmed Ebola or Marburg virus disease: Interim guidance. World Health Organization. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/137379>